



Déclaration FSU – CTSD 25 mars 2022

Mme la Directrice Académique,

« Nous avons beaucoup investi » sont les premiers mots du candidat-président ou du président-candidat (rayer la mention inutile) en ce qui concerne son programme pour l'éducation. Cette phrase pourrait nous faire sourire, voire nous plonger dans une hilarité totale si elle était tirée d'un spectacle de stand-up destiné à reconforter les enseignants.

Malheureusement, après 5 ans de ministère Blanquer, un record dont la profession se serait bien passée, les enseignants et les personnels de l'Éducation nationale n'ont pas le cœur à rire.

Le candidat Macron annonce vouloir modifier en profondeur les conditions de recrutement, en supprimant le CAPES, et supprimer la notion "d'emploi à vie" pour les fonctionnaires de l'Éducation nationale ! Ces annonces ne font que démontrer, s'il en était encore besoin, la volonté politique à l'œuvre depuis 5 ans, de destruction de l'Éducation nationale et du recours toujours plus accru à la contractualisation.

Pour les LDG "mobilités", la FSU dénonce fermement la décision de suppression de la bonification "parent isolé" pour les personnels des 1er et 2d degré. Ce sont principalement les femmes qui vont se retrouver maltraitées par leur employeur. La FSU tient aussi à rappeler son opposition au recrutement par poste à profil. Pour des postes spécifiques, il existe déjà des certifications qui permettent la validation de certaines compétences (CAFIPEMF, CAPPEI, liste d'aptitude de direction...). Dans le second degré, la multiplication des postes "PART", à la main des corps d'inspection, sans regard paritaire, fait peser le soupçon de la préférence personnelle.

Alors que l'ANSES vient de publier son dernier avis précisant que « 95% de la population française adulte est exposée à un risque de détérioration de la santé par manque d'activité physique ou un temps trop long passé assis » et que tout devrait être fait pour promouvoir la pratique physique notamment chez les futurs adultes, Mme la Directrice académique, vous choisissez de supprimer l'ensemble des moyens fléchés pour les sections sportives. La FSU continue à dénoncer ce choix incohérent et demande des moyens à la hauteur des enjeux.

Dans notre département, la situation du remplacement n'a jamais été aussi catastrophique dans le 1^{er} degré, de nouveau l'école est prête à craquer. Le nombre de personnels malades ou devant garder leur enfant malade explose. Les collègues ne sont plus remplacés, celles et ceux qui sont encore debout enseignent dans des conditions totalement dégradées. Mme la Directrice académique, il y a urgence, la FSU vous demande de suspendre les formations français/maths.

La suspicion face à ces absences est sous-jacente : alors que la CNIL interdit de demander le résultat du test Covid, soumis au secret médical, il était encore demandé cette semaine à certains collègues professeurs des écoles, comme si le certificat d'isolement ne suffisait pas. La FSU demande à ce que les résultats divulgués aux services soient immédiatement détruits. Mais quand va-t-on faire enfin confiance aux personnels dans ce département ?

Absentéisme, le mot est encore jeté, avec le même mépris que le ministre, aux visages des enseignants. Au-delà de la connotation négative, quel mensonge éhonté quand on sait que cela est démenti par les faits : les enseignants ont les taux de congés maladies les moins élevés : moins élevés que dans les autres ministères et également moins élevés que dans les entreprises privées !

L'absentéisme dont sont victimes professeurs, élèves et parents est plutôt celui d'un manque d'ambition pour l'Éducation nationale : au lieu de revaloriser réellement les personnels dont la charge de travail n'a fait que s'accroître pendant cette mandature et d'allouer les moyens nécessaires à une prise en charge digne des élèves (la détérioration des effectifs de classes et les suppressions de postes dans notre département en sont témoins), le

candidat souligne de « mauvais résultats » qui ne sont en fait que la conséquence de la politique libérale et des décisions ministérielles imposées depuis 5 ans.

Donner l'occasion aux parents d'élèves de faire du « prof bashing » et du « benchmarking » d'établissements ne constituera jamais, pour eux, pour leurs enfants et pour les enseignants, un projet d'avenir pour l'école publique.

Malgré les promesses mensongères du Ministre sur une revalorisation "historique" à laquelle plus personne ne croit, le point d'indice est toujours congelé, peut-être un léger dégel cet été. Le gouvernement veut conditionner une augmentation « substantielle » à une obligation de remplacement systématique qui sont sources d'inégalités entre les agent·e·s, particulièrement les femmes, mais aussi entre les enseignant·e·s du 1^{er} et second degré.

Envisager l'éducation à travers ce qui semble être des conclusions de rapports ou de diaporamas de cabinets de conseils dispendieux, n'est pas la solution ! La FSU revendique des rémunérations attractives tout au long de la carrière et la création de postes en nombre suffisant pour assurer un service d'Éducation ambitieux.